



PROJET D'ACCORD-CADRE  
N°B25-00702

TRAVAUX DE DECONSTRUCTION ET DESAMIANTAGE  
DE BATIMENTS DU CENTRE CEA LE RIPAUT

**Marché sensible**

**ENTRE :**

Le **COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES**, établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège social est situé au Bâtiment Le Ponant D, 25 rue Leblanc, 75015 PARIS, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S. PARIS B 775 685 019, représenté par ..., agissant en qualité de ...,

ci-après dénommé « **CEA** »  
d'une part,

**ET :**

La société ..., société par actions simplifiée au capital de ... euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de ... sous le numéro ..., ayant son siège social ..., représentée par ..., agissant en qualité de ...,

ci-après dénommée « **Titulaire** »  
d'autre part,

Ci-après désignés collectivement par « les Parties » ou individuellement par « la Partie ».

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :**

## TABLE DES MATIERES

|  |    |
|--|----|
| ARTICLE 1 - PERIMETRE DE L'ACCORD.....                                 | 3  |
| ARTICLE 2 - PIECES CONTRACTUELLES .....                                | 3  |
| ARTICLE 3 - INTERLOCUTEURS.....  | 4  |
| ARTICLE 4 - DUREE DE L'ACCORD .....                                    | 5  |
| ARTICLE 5 - MONTANT ET REGIME FISCAL .....                             | 6  |
| ARTICLE 6 - CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT .....             | 7  |
| ARTICLE 7 - EVOLUTION DU PERIMETRE .....                               | 8  |
| ARTICLE 8 - DELAI .....  | 8  |
| ARTICLE 9 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION .....                 | 10 |
| ARTICLE 10 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT / GESTION DES DÉCHETS ..... | 11 |
| ARTICLE 11 - SUIVI DE L'ACCORD – REUNIONS .....                        | 12 |
| ARTICLE 12 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....                             | 14 |
| ARTICLE 13 - RECEPTION DES PRESTATIONS ET TRAVAUX .....                | 17 |
| ARTICLE 14 - GARANTIES.....  | 18 |
| ARTICLE 15 - RESPONSABILITE - ASSURANCES.....                          | 19 |
| ARTICLE 16 - PENALITES.....  | 19 |
| ARTICLE 17 - CONFLITS D'INTERÊTS .....                                 | 20 |
| ARTICLE 18 - RESILIATION .....   | 20 |
| ARTICLE 19 - PROTECTION DU SECRET .....                                | 20 |
| ANNEXE N° 1 – BORDEREAU DES PRIX .....                                 | 23 |
| ANNEXE N°2 – TAUX HORAIRES.....  | 23 |
| ANNEXE N°3 - MODELE DE PROCES-VERBAL DE RECEPTION .....                | 24 |

## **ARTICLE 1 - PERIMETRE DE L'ACCORD**

### **1.1 Objet**

Le présent accord-cadre, ci-après désigné Accord, définit les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, les travaux et interventions récurrentes suivants :

- Désamiantage, FCR et retrait d'ouvrages contenant du plomb avant déconstruction,
- Retrait de tout déchet ordinaire ou dangereux avant déconstruction,
- Déconstruction,
- Remise en état du terrain

ci-après désignée « les Travaux », pour le compte du centre CEA/LE RIPAULT situé à Monts (37).

### **1.2 Forme de l'accord**

Le présent Accord est en mono-attribution.

Le présent accord-cadre est exécuté par le biais de bons de commande, faisant application du bordereau des prix unitaires. Le présent document en fixe toutes les dispositions contractuelles.

### **1.3 Périmètre contractuel**

Le présent Accord peut couvrir les besoins techniques décrits supra pour l'ensemble du CEA Le Ripault, pour le périmètre suivant détaillé dans le Cahier des Charges, notamment au point 2.3 et pour les besoins à partir de 0 € HT et dans la limite de 500 000 € HT par commande.

### **1.4 Exclusion contractuelle**

L'Accord n'est pas destiné à la réalisation de prestation sur le retrait d'amiante ou de FRC ou de plomb sans déconstruction du bâtiment ensuite.

## **ARTICLE 2 - PIECES CONTRACTUELLES**

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent Accord et ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- Les commandes au fur et à mesure de leur émission,
- Le Plan Contractuel de Sécurité, référencé DR27 en date du 22/01/2025 dans sa version en vigueur, signé par les Parties,
- Le dossier de consultation des entreprises n°B25-00702 en date du 03/03/2025, avec notamment les cahiers des charges mentionnés ci-dessous, et leurs documents applicables, ci-après désignés collectivement « le Cahier des charges » :
  - Le Cahier des spécifications techniques générales (CSTG) « Travaux de désamiantage et déconstruction », référencé DR11 en date du 14/01/2025,
  - Le Cahier des spécifications techniques particulières (CSTP) « Accord-cadre Désamiantage et Déconstruction », référencé DR10 en date du 14/01/2025.

- L'instruction SYM S02XX SJD DIR 23000188 B du 23 mars 2023 fixant les dispositions applicables aux titulaires des marchés passés par le CEA/DAM en matière de protection de l'information Diffusion Restreinte (DR) – déclinaison en règles de sécurité informatique »,
- la procédure d'intervention des entreprises extérieures « maîtrise des risques d'interférences » référence SYM D0101 YLR PRO S 05 01 399 D, et la procédure d'intervention des entreprises extérieures en secteur pyrotechnique référence SYM D0101 YLR PRO S 05 01 255 A,
- l'instruction fixant les dispositions générales applicables aux entreprises extérieures intervenant sur le Centre CEA Le Ripault référencée SYM R0101 YTL STG Q 09 00 001 C du 23/11/2010,
- Le protocole « Collège des entreprises extérieures intervenant sur le centre du Ripault et au TER » référence SYM D010 YES PRT 08 01 296 B,
- Le règlement intérieur du CEA Le Ripault en vigueur,
- les Conditions Générales d'Achat du CEA (CGA) édition de janvier 2022 (téléchargeables sur le site [www.cea.fr](http://www.cea.fr) - Espace entreprises),
- le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP) de janvier 2021 (téléchargeables sur le site [www.cea.fr](http://www.cea.fr) - Espace entreprises),
- à titre supplétif, l'offre du Titulaire référencée en date du ...,

En annexe du présent Accord :

- Annexe 1 : BPU
- Annexe 2 : Taux horaires
- Annexe 3 : Procès-verbal de réception

Tous les documents cités ci-avant et non joints au présent Accord sont consultables sur demande au CEA. Le Titulaire reconnaît expressément être en possession et avoir pris connaissance des documents énumérés ci-dessus.

Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

### **ARTICLE 3 - INTERLOCUTEURS**

#### **3.1 Correspondant technique du CEA**

Les correspondants techniques du CEA pour l'exécution de cet Accord sont :

- M. Thierry ROUSSANNE - Tél. : 02.47.34.40.32  
E-mail : [thierry.rousanne@cea.fr](mailto:thierry.rousanne@cea.fr)
- M. Olivier BESNARD - Tél. : 02.47.34.44.68  
E-mail : [olivier.besnard@cea.fr](mailto:olivier.besnard@cea.fr)

#### **3.2 Correspondant commercial du CEA**

Le correspondant commercial du CEA pour l'exécution de cet Accord est :

- Mme Mylène MÉTIER – Bureau des Affaires Commerciales – Tél. : 02.47.34.46.65  
E-mail : [mylene.metier@cea.fr](mailto:mylene.metier@cea.fr)

#### **3.3 Correspondants du Titulaire**

Le Titulaire désigne un responsable qui est le seul interlocuteur du CEA pour la réalisation des Travaux :

- ..... - Tél. : ..... - Portable: .....

E-mail : ....

Ce responsable a pour rôle :

- d'encadrer le personnel du Titulaire et de définir les tâches qu'il doit accomplir,
- de faire respecter les consignes de sécurité,
- d'assurer les relations avec le CEA.

S'il est différent, le Titulaire communique ci-dessous au CEA le nom et les coordonnées du ou correspondants pour la réalisation des Travaux :

- .... – Tél. : .... – Portable : ....

E-mail : ....

Au cas où le(s) correspondant(s) du Titulaire serait (seraient) remplacé(s), ce dernier s'engage à avertir le CEA au moins un mois à l'avance. Une période de recouvrement d'une durée minimum d'un mois est effectuée, à la charge financière du Titulaire, afin de procéder aux transferts d'informations. Le Titulaire s'engage à procéder au remplacement par du personnel de qualification et d'expérience au moins équivalentes.

Les changements sont notifiés par lettre recommandée avec avis de réception et prennent effet dès la date de réception de ladite lettre.

Les prestations et les livrables afférents aux missions, ainsi que la description des travaux, sont définis dans le Cahier des charges.

#### **ARTICLE 4 - DUREE DE L'ACCORD**

Le présent Accord début à compter de sa notification au Titulaire et prendra fin à l'extinction de toutes les obligations qui ont pu naître durant son exécution.

La durée de l'Accord est de **48 mois**, est décomposé comme suit :

- Une tranche ferme d'une durée de 24 mois à compter de la réunion de lancement du présent Accord,
- Une première tranche optionnelle de 12 mois à compter de la fin de la tranche ferme,
- Une seconde tranche optionnelle de 12 mois à compter de la fin de la première tranche optionnelle affermie.

#### **Tranches optionnelles**

Six mois avant la fin de la phase ferme, le CEA avertira le Titulaire par lettre avec accusé de réception de sa décision d'affermir ou non la tranche optionnelle de prolongation n°1 prévue ci-dessus.

L'affermissement de la tranche optionnelle n°2 sera notifié avec un préavis de deux mois avant le terme de la tranche optionnelle de prolongation n°1.

La réunion de lancement, T0 de l'Accord, se tient au plus tôt après sa notification, dans un délai maximal de 4 semaines à compter de celle-ci.

Les commandes peuvent être émises par le CEA durant toute la durée d'exécution de l'Accord.

## **ARTICLE 5 - MONTANT ET REGIME FISCAL**

### **5.1 Montant total plafond de l'Accord**

Le montant plafond du présent Accord s'élève à la somme de 2 400 000 € HT (Deux millions quatre cent mille euros hors taxes).

Ce montant se décompose comme suit :

- 2 160 000 € HT (Deux millions cent soixante mille euros hors taxes) au titre des prestations sur bordereau de prix unitaires (BPU)
- 240 000 € HT (Deux cent quarante mille euros hors taxes) au titre des prestations sur devis forfaitaires préalables (DFP)

Ces montants ne constituent en aucun cas un engagement de dépenses de la part du CEA.

Dans ces conditions, le Titulaire ne peut s'en prévaloir dans le cas où les Prestations demandées sur la durée de l'Accord représentent un montant inférieur.

Le Titulaire ne pourra demander une indemnité au CEA au cas où le montant n'atteindrait pas les montants plafonds fixés.

### **5.2 Régime fiscal**

Le montant du présent Accord est assujéti à la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) au taux en vigueur le jour du fait générateur.

Chaque terme de paiement sera assorti de la TVA.

Le Titulaire s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA d'après les débits.

### **5.3 Frais de déplacement**

Le Titulaire prend à sa charge les frais de déplacement de son personnel et de l'outillage à l'intérieur et à l'extérieur du Centre CEA/DAM Le Ripault.

### **5.4 Révision des prix de l'Accord**

Les prix de l'Accord sont révisables annuellement, à la demande du Titulaire, à la date anniversaire de la signature du marché, dans le cadre et les limites de la réglementation des prix en vigueur ou à venir.

Les prix sont révisés annuellement dans la limite maximale de la formule suivante :

$$P = P_0 \times (0,15 + 0,85 \times \frac{BT01}{BT01_0})$$

dans laquelle :

P = Prix révisé

P<sub>0</sub> = Prix initial

BT01<sub>0</sub> = Valeur de l'index du bâtiment – BT01- Tous corps d'état à la date de remise de l'offre, soit  
mois année

Indice INSEE référence 001710986.

BT01 = Dernière valeur connue de ces mêmes indices au mois de révision des prix.

Les prix révisés ne peuvent être applicables qu'après accord écrit du BACO du CEA/LR sur la proposition du Titulaire, donné dans le mois qui suit la date de réception de la proposition du Titulaire et sous réserve que la demande de révision de prix ait été adressée au CEA au cours des six premiers mois à compter de la date anniversaire de révision concernée.

La révision de prix s'applique pour les Travaux réalisés à partir du mois de la réception par le CEA de la demande de révision du Titulaire et n'a donc pas d'effet rétroactif.

Au cas où ces dispositions ne sont pas respectées par le Titulaire, celui-ci s'engage expressément et par avance, si le CEA lui en fait la demande, à l'application rétroactive des anciens prix et, le cas échéant, à établir les avoirs correspondants si des factures ont été effectivement payées.

Les coefficients de révision sont arrondis au millième inférieur.

#### 5.5 Clause de sauvegarde

Dans le cas où le jeu de l'application de la formule de révision des prix conduirait à une augmentation supérieure à 3% l'an par rapport au prix initial, le Titulaire et le CEA pourront éventuellement mener une négociation sur la base de l'analyse du secteur économique et de son poids réel sur le coût des prestations et travaux. Si les Parties ne trouvent pas d'accord, le CEA se réserve la possibilité de résilier, sans indemnité, la partie non exécutée de l'Accord.

### **ARTICLE 6 - CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT**

#### 6.1 Conditions de facturation

Les factures dématérialisées sont à adresser au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent Marché doit comporter les informations suivantes :

- le numéro de SIRET du CEA : **77568501900587**,
- le code service : **CER-D**
- la référence complète du bon de commande (numéro d'engagement), à savoir : *n° de commande SAP*
- l'intitulé de l'Accord,
- la date d'émission de la facture,
- le libellé exact de l'échéance facturée,

Les libellés à caractère sensible ou classifié ne doivent en aucun cas être indiqués sur les factures ; seule la référence du jalon/poste/échéance doit être mentionnée.

- le numéro de poste SAP correspondant à l'échéance facturée.

Les factures sont à établir hors taxes et toutes taxes comprises.

Les révisions de prix font l'objet d'une facturation séparée et doivent comporter en sus des informations ci-avant :

- le prix aux conditions économiques initiales, telles que définies à l'article relatif à la révision de prix,

- le prix révisé et le coefficient de révision appliqué.

Toute facture non conforme aux termes de l'Accord sera renvoyée à l'émetteur.

Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations correspondantes conformément aux conditions de l'Accord. Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures. A défaut, une facture émise sans son justificatif d'acceptation de la prestation sera rejetée en statut « recyclé ».

## 6.2 Conditions de paiement

Les Travaux, objet du présent Accord, sont facturés de la manière suivante :

- 80% du montant hors taxes du bon de commande et les taxes correspondantes sur situations mensuelles d'avancement validées par le CEA. Ces décomptes mensuels seront présentés comme décrit au paragraphe 29 des CGA,
- 20% du montant hors taxes du bon de commande et le solde des taxes après acceptation des Travaux par le CEA et signature du procès-verbal de réception.

## **ARTICLE 7 - EVOLUTION DU PERIMETRE**

Au besoin, les Parties conviennent de la faculté d'intégrer au présent Accord des nouveaux prix dont le caractère récurrent le justifie. Le prix est négocié entre les Parties sur la base des devis proposés sur les périodes passées.

Par ailleurs, les Parties conviennent de la faculté d'intégrer au présent Accord des bâtiments non inclus dans celui-ci à sa notification.

Cette intégration, qui relève de la seule décision du CEA, est formalisée par une lettre de fonctionnement.

## **ARTICLE 8 - DELAI**

### 8.1 Délais d'exécution des commandes

#### 8.1.1. Délais d'exécution

Le délai d'exécution global sous lequel les études d'exécution et les travaux doivent être réalisés est indiqué sur la commande. Tout délai contractuel indiqué inclut la signature du procès-verbal de réception des Travaux concernés.

Le Titulaire s'engage à respecter les délais contractuels de chaque affaire, et, en cas de retard, à supporter les pénalités correspondantes.

Des ordres de services seront adressés par le CEA au Titulaire au cours de l'exécution afin de détailler chaque jalon contractuel.



### 8.1.2. Planning

Le planning des travaux est mis à jour de façon hebdomadaire. L'acceptation par le CEA de modifications de délai ne désengage pas la responsabilité du Titulaire vis-à-vis des délais initiaux ci-dessus pris à la signature de la commande. Il en irait autrement pour les modifications qui ne seraient pas de son fait.

### 8.1.3. Prolongation des délais d'exécution

Pour pouvoir bénéficier de cette disposition, le Titulaire doit signaler au CEA, par lettre recommandée avec avis de réception, l'événement ou la cause, qui, selon lui, échappant à sa responsabilité, font obstacle à l'exécution de l'Accord dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de huit jours calendaires à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution. Il indique la durée de la prolongation demandée qui ne pourra pas être supérieure à la durée d'arrêt du chantier, dès que le retard peut être déterminé avec précision.

Le CEA notifie par écrit au Titulaire sa décision dans un délai de vingt et un jours (hors fermeture du centre) à compter de la réception de la demande. Passé ce délai, le CEA est réputé avoir accepté la demande de prolongation du délai d'exécution qui lui a été adressée.

En tout état de cause, un arrêt du chantier pour non-respect des conditions d'exécution, des exigences de sécurité et de protection des personnels, ou tout autre motif impliquant la responsabilité du Titulaire ne peut prétendre à prolongation des délais ou à rémunération par le CEA.

Tout arrêt de chantier, qu'il soit programmé ou inopiné, donne lieu à l'établissement par le CEA d'un procès-verbal.

### 8.1.4. Arrêts pour intempéries

Dans le cas d'intempéries, au sens des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, entraînant un arrêt de travail sur le chantier, les délais d'exécution peuvent être prolongés d'une durée égale au nombre de journées d'intempéries reconnus comme tels par la Caisse des Congés Payés du Bâtiment et des Travaux Publics et dûment constaté par le CEA, en défalquant le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, égal à 5 journées continues ou discontinues pour la durée de l'Accord.

En aucun cas, la prolongation des délais en cas d'intempéries ne peut donner lieu, au profit du Titulaire, à une quelconque indemnisation du CEA notamment pour frais de personnel, d'immobilisation de matériel, frais divers et frais généraux.

### 8.1.5. Arrêts de chantier programmés

Le CEA s'engage à informer le Titulaire dans les meilleurs délais de tous les arrêts de chantier susceptibles d'affecter les prestations exécutées par le Titulaire.

Un arrêt de chantier programmé, pour lequel l'information a été transmise au Titulaire avec au moins un délai de 5 (cinq) jours calendaires de préavis, ne donne pas lieu à rémunération ou indemnisation du Titulaire. A ce titre, les jours de fermetures sont des arrêts de chantier programmés.

#### 8.1.6. Arrêts de chantier inopinés

En cas d'arrêt de chantier inopiné du fait du CEA, la rémunération des frais de main-d'œuvre, la fourniture et la sous-traitance seront dues au Titulaire au-delà d'une franchise d'une journée d'arrêt et ne peut pas excéder 4 (quatre) jours de chantier à compter de la date de notification de l'arrêt. Cette rémunération concernera les personnels présents sur le chantier (du Titulaire ou de ses sous-traitants) strictement nécessaires à l'exécution des prestations de l'Accord, ainsi que, sur présentation des justificatifs, les coûts de location de matériels ou d'équipements en place sur le chantier et nécessaires à l'exécution du chantier à la période considérée.

Le Titulaire est indemnisé sur la base de la valorisation des taux horaires prévus dans l'offre du Titulaire avec un plafond par journée de **2 000 € HT**.

#### 8.1.7. Reprise du chantier

Quel que soit le type d'arrêt de chantier, en cas d'arrêt de durée inférieure ou égale à 2 jours ouvrés, le Titulaire s'engage à reprendre l'exécution de la prestation interrompue au plus tard 48 heures après l'avertissement par le CEA, de la fin de l'indisponibilité.

Quel que soit le type d'arrêt de chantier, en cas d'arrêt de durée supérieure à 2 jours ouvrés, le Titulaire s'engage à reprendre l'exécution de la prestation interrompue au plus tard 5 jours ouvrés après l'avertissement par le CEA, de la fin de l'indisponibilité.

### **ARTICLE 9 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION**

#### 9.1 Responsabilité - Lieu d'exécution

Les Travaux, objet du présent Accord, seront exécutés sous l'entière maîtrise et responsabilité du Titulaire dans les locaux du CEA, situé au Ripault. Ils seront exécutés sous l'autorité de son personnel d'encadrement.

Le Titulaire doit prendre toute précaution afin de protéger les installations de toute nature existant sur le terrain ou à proximité de celui-ci. Il n'aura droit à aucune indemnité du fait des sujétions dues à leur présence et devra réparer à ses frais tous les dommages dont il serait responsable.

Le Titulaire a une obligation de résultat quant aux Travaux qui lui sont confiés et répond de leur bonne exécution conformément aux dispositions du Cahier des charges référencé ci-dessus ainsi qu'aux règles de l'art.

#### 9.2 Matériel et outillage

Le Titulaire doit affecter tous les moyens nécessaires (matériels, outillage et main-d'œuvre) à la bonne exécution des Travaux qui lui sont confiés.

Conformément au chapitre 7 « Moyens d'exécution du marché » - Article 18.2 « Moyens matériels » des CGA, le Titulaire doit fournir l'ensemble des équipements de protection individuelle nécessaires à l'accomplissement des Travaux dans les meilleures conditions.

### 9.3 Collège des entreprises extérieures intervenant au CEA Le Ripault (CEEI)

Le CEA Le Ripault a mis en place un collège des entreprises extérieures qui a pour mission d'améliorer les conditions d'hygiène et de sécurité des interventions des entreprises extérieures dans le respect des principes de prévention, en application du Code du Travail et en particulier des articles L4111-1 à L4111-5 (champ d'application), article L4111-6 (disposition d'application), articles L4121-1 à L4121-5 (obligations de l'employeur), articles L4122-1 à L4122-2 (obligations des travailleurs).

**L'adhésion à ce collège est obligatoire.**

### 9.4 Horaires

L'accès de l'Etablissement est libre pour les salariés CEA les jours ouvrés du lundi au vendredi, sans autorisation particulière, de **7h00 à 19h42**.

Pour les **salariés des entreprises extérieures**, l'accès de l'Etablissement est libre les jours ouvrés, sans autorisation particulière, de **7h30 à 18h30**.

### 9.5 Sensibilisation aux risques

Toute entreprise intervenant sur le site du CEA Le Ripault a obligation de se signaler au CAS (cadre animateur sécurité au bâtiment 406, téléphone n° 02.47.34.49.49, adresse email : [casdesee@cea.fr](mailto:casdesee@cea.fr)) pour recevoir une sensibilisation aux risques et aux règles de sécurité.

### 9.6 Accidents du travail

Pour tout accident au poste de travail d'un de ses salariés ou d'un des salariés de ses sous-traitants autorisés pour le présent Accord, qu'il soit bénin, avec ou sans arrêt de travail, le Titulaire doit contacter l'Ingénieur de Sécurité d'Etablissement du CEA dans les quinze jours calendaires suivants l'accident, afin de prendre rendez-vous pour présenter au CEA/LR :

- les circonstances de l'accident,
- l'analyse faite de cet accident,
- les mesures envisagées pour que ce type d'accident ne se reproduise plus.

## **ARTICLE 10 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT / GESTION DES DÉCHETS**

### 10.1 Protection de l'environnement

Le Titulaire et ses sous-traitants s'engagent à respecter la politique environnementale du site et à prendre toutes les dispositions nécessaires pour éviter toute pollution de l'environnement.

En matière de protection de l'environnement, les actions menées par le Titulaire doivent :

- Respecter les réglementations environnementales applicables sur le site du CEA,
- Maîtriser les impacts environnementaux des activités sur site (optimisation des consommations de ressources naturelles, prévention des pollutions et des nuisances, etc.).

### 10.2 Gestion des déchets

En matière de gestion des déchets et des effluents, le Titulaire doit garantir :

- La conformité réglementaire (classification des déchets, contenants utilisés pour les déchets, rétentions, marquages / étiquetages, entreposage, traçabilité et suivi, etc.),
- La valorisation maximale de ses déchets (recyclage, réemploi, production de matériaux / énergie),
- Le tri sélectif obligatoire et le respect des consignes de tri et le suivi quantitatifs des déchets,
- La sensibilisation de son personnel à la bonne gestion des déchets.

Le brûlage à l'air libre des déchets sur le site, les mélanges des déchets ou effluents incompatibles ainsi que l'abandon ou la dépose des déchets et effluents (même inertes) dans des zones non réservées à cet effet, sont strictement interdits.

Tout entreposage de déchets et effluents est organisé de façon :

- A maintenir et respecter les niveaux de propreté requis,
- A prévenir tout risque de réaction chimique non contrôlée ; de pollution éventuelle (envol de matériaux, pollution des eaux ou du sols) et d'incendie,
- A réduire la durée d'entreposage à son strict minimum.

Le Titulaire devra veiller à la propreté du chantier de façon permanente pour éviter tout encombrement. Le nettoyage quotidien du chantier devra être assuré par le Titulaire à ses frais en respectant les procédures de gestion des déchets en vigueur sur le centre. Si nécessaire il pourra se rapprocher de l'entreprise titulaire de l'Accord de gestion des déchets pour obtenir des précisions supplémentaires.

L'entreprise titulaire de l'Accord de gestion des déchets sur le centre assurera la prise en charge de l'ensemble des déchets. Le cas échéant, le Titulaire devra assurer la traçabilité de l'élimination des déchets générés par le chantier non pris en charge, et fournir systématiquement au pilote de travaux les attestations correspondantes : bordereau de suivi des déchets industriels (BSDI) ou autre justificatif. En l'absence de justificatif, des pénalités pourront être appliquées au Titulaire.

### 10.3 Protection de la biodiversité

Le CEA/LR abrite des espèces végétales protégées. Le Titulaire s'assurera de ne pas y porter préjudice dans le cadre de ses activités. Une cartographie des zones concernées peut être mise à sa disposition.

La présence d'espèces végétales invasives a été détectée sur le site du CEA/LR. Afin d'empêcher toute propagation au sein du site, et à l'extérieur, le Titulaire devra se référer aux procédures internes. Une cartographie des zones concernées peut être mise à sa disposition.

Si des travaux forestiers, tels que de l'élagage ou de l'abattage, sont nécessaires dans le cadre des activités du Titulaire, ce dernier devra informer en amont le pilote du marché des espaces verts afin de faire réaliser ces interventions préalablement au début du chantier.

## **ARTICLE 11 - SUIVI DE L'ACCORD – REUNIONS**

### 11.1 Réunion d'enclenchement

A la notification du présent Accord, une réunion d'enclenchement est effectuée dans les locaux du CEA Le Ripault.

La réunion d'enclenchement de l'Accord est organisée par le CEA et a pour but de vérifier que les données d'entrée de l'Accord sont à jour et sans ambiguïté et est l'occasion de présentations mutuelles et réciproques des équipes.

Participant obligatoirement à la réunion d'enclenchement, les interlocuteurs désignés du Titulaire de l'Accord, le Coordonnateur Sécurité et les interlocuteurs désignés CEA.

Les participants sont prévenus de la date de la réunion d'enclenchement par un avis de réunion transmis au minimum 15 (quinze) jours calendaires avant la réunion. Celle-ci se tient au plus tard 4 (quatre) semaines après la date de notification de l'Accord.

L'ordre du jour type de la réunion d'enclenchement est le suivant et sera confirmé sur l'avis de réunion.

- Présenter les intervenants et l'organisation mise en place au niveau du CEA et du Titulaire,
- Rappeler les objectifs de l'Accord,
- Fournir la documentation « de base » nécessaire au démarrage de l'Accord et vérifier que les données d'entrées sont à jour et sans ambiguïté,
- Expliciter les moyens de collecte de l'information, les formats d'échange, la périodicité et les modalités des réunions de suivi d'exécution,
- Rappeler le circuit de validation des affaires et les exigences contractuelles,
- Préparer les formalités d'accès au centre,
- Préparer les formalités d'accès aux installations (PPSPS, Plan de Prévention).

Lors de cette réunion, le Titulaire fait la démonstration :

- Qu'il a bien mis en place les moyens et dispositions nécessaires pour débiter la prestation conformément aux exigences contractuelles,
- Qu'il a bien compris et pris en compte les exigences de l'Accord (de performance, de coût, de délai, de management, de confidentialité, de propriété industrielle...),
- Des ressources mises en œuvre et de l'organisation pour satisfaire aux exigences de l'Accord.

A l'issue de la réunion d'enclenchement, le Titulaire a comme objectif de :

- Soumettre au CEA dans les délais convenus les informations et documents nécessaires à la tenue des plans de prévention devant permettre les interventions des personnels du Titulaire,
- Effectuer la prise de connaissance générale par les intervenants du Titulaire de la documentation fournie,
- Désigner les éventuels sous-traitants par secteur d'activités,
- Fixer les dates des différentes réunions de suivi.

## 11.2 Réunions de suivi des travaux

Trimestriellement, à compter de la date de démarrage du présent Accord, une réunion de suivi est organisée.

Elle est l'occasion d'aborder aussi bien le suivi technique que financier de l'Accord pour le trimestre écoulé.

Le Titulaire doit à cette occasion présenter un reporting détaillé des prestations effectuées dans le cadre de l'Accord durant la période écoulée, et reprend a minima les éléments suivants :

- Nombre d'affaires traitées et valorisation financière correspondante,

- Nombre de jours d'interventions sur site et personnel mobilisé,
- Part éventuelle de la sous-traitance,
- Bilan sécurité (Taux de fréquence, Taux de gravité, incidents, accidents, causeries sécurité...),
- Difficultés ou risques rencontrés,
- Opportunités identifiées, sur le plan technique ou sur le plan de la sécurité et de l'environnement,
- Bilan sur l'impact environnemental des Travaux (matériaux et techniques utilisés, innovations, mode de transport et de stockage, etc),
- Proposition d'amélioration de la prestation.

### 11.3 Réunion de suivi des travaux

Le cas échéant, l'exécution des travaux de certains bons de commande pourra faire l'objet des réunions suivantes :

- Réunion de démarrage de chantier
- Réunions hebdomadaires de suivi de chantier

### 11.4 Réunions spécifiques

Sur initiative de l'une ou l'autre des Parties, une réunion supplémentaire peut être organisée afin de traiter d'un sujet spécifique, ou de lever des difficultés organisationnelles dans le déroulement de l'Accord.

Le retard ou l'absence du Titulaire à toute réunion organisée dans le cadre du suivi d'exécution du présent Accord ou de l'un des bons de commande donne lieu à l'application des pénalités définies à l'article 15 du présent Accord.

## **ARTICLE 12 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

### 12.1 Obligation de résultat

Les travaux, objet du présent Accord, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité sont assortis d'une obligation de résultat.

Le Titulaire s'engage à affecter du personnel compétent et qualifié, en quantité suffisante, pour effectuer les travaux relatifs au présent Accord et respecter cette obligation de résultat. La maîtrise des engagements passe par la mise en place et la conduite d'actions, en particulier dans les domaines :

- Du management,
- De la maîtrise technique et industrielle,
- De la gestion des risques.

Le Titulaire est tenu de fournir à tout moment au CEA tous les renseignements qui intéressent la réalisation et dont le CEA juge nécessaire d'avoir connaissance.

Il appartient également au Titulaire :

- De signaler au CEA toute erreur, omission ou contradiction manifestes dans les pièces qui lui sont transmises ainsi que les contradictions ou discordances éventuelles entre ces pièces,
- D'attirer l'attention du CEA sur l'éventuelle inadéquation de certains principes ou dispositions générales proposés, du fait de la nature ou de la destination des ouvrages et/ou installations à réaliser,
- De lui demander tous éclaircissements qui lui paraîtraient nécessaires pour pouvoir, en toute connaissance de cause, et sous sa responsabilité, procéder aux études d'exécution, puis à la réalisation des ouvrages prévues au titre des commandes.

## 12.2 Obligation de conseil et d'information

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde du CEA.

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution de l'Accord qui lui est dévolue à ce titre, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelle que nature que ce soit, à lui suggérer les démarches et solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa prestation et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

## 12.3 Lutte contre le travail dissimulé

Les dispositions relatives au travail dissimulé sont décrites au chapitre 8 « Exécution des prestations » - article 21.1 « Travail dissimulé – Pénalités » des CGA.

Outre les dispositions de l'article 21.1 des CGA (chapitre 8 – Exécution des prestations – article 21.1 « Travail dissimulé – Pénalités »), le Titulaire s'engage à ce que le travail soit réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L.3243-1 à L.3243-2, L.3243-4 et L.1221-13 du Code du Travail et atteste ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L.8221-1, L.8231-1, L.8241-1 et L.8251-1 du Code du Travail ou des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne.

S'il fait appel, pour l'exécution du présent Accord, à des salariés de nationalité étrangère, le Titulaire s'engage à ce que ces salariés soient autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

## 12.4 Respect par le Titulaire de la réglementation fiscale et sociale

Le Titulaire s'engage à fournir au CEA tous les six mois à compter de la signature de l'Accord et jusqu'à la fin de l'exécution de l'Accord :

- Les pièces prévues aux articles D.8222-5 du Code du Travail,
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion de l'Accord, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Dans l'hypothèse où le Titulaire ne respecterait pas le présent article, le CEA se réserve le droit de résilier le présent Accord sans formalité judiciaire si le Titulaire, après avoir été mis en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception de faire cesser la situation, ne s'exécute pas sans délai.

#### 12.5 Sous-traitance

Selon les dispositions des Conditions générales d'achat applicables aux marchés passés par le CEA, Chapitre 2 - Article 7, le Titulaire a l'obligation de déclarer au CEA les sous-traitants ainsi que le contenu et le montant de leur prestation.

Les sous-traitants retenus doivent être obligatoirement qualifiés pour le type de travail qui leur sera confié. Le Titulaire de l'Accord ne pourra sous-traiter une partie des travaux qui lui sont confiés sans l'accord exprès et écrit du CEA.

La demande d'agrément d'un sous-traitant, doit être impérativement faite par le Titulaire de l'Accord avant tout début d'exécution des prestations. Le manquement à cette obligation entraînera la résiliation du présent Accord selon les conditions de l'article 39.2 des CGA.

En vue d'obtenir cet agrément, le Titulaire remet au CEA par lettre recommandée avec accusé de réception, un formulaire (le Titulaire pourra obtenir le formulaire sur simple demande auprès du correspondant commercial du présent Accord).

L'acceptation du sous-traitant est à la discrétion du CEA qui est libre de la refuser sans avoir à motiver sa décision. L'acceptation ou le refus est signifié par écrit dans un délai de 21 jours de calendrier à compter de la réception de la demande.

#### 12.6 Confidentialité

Les dispositions relatives à la confidentialité sont décrites au chapitre 4 « Confidentialité et données à caractère personnel » des CGA.

#### 12.7 Personnel du Titulaire

##### **Dispositions générales**

Le Titulaire doit se conformer aux règlements relatifs à l'accès, à la sécurité, à la discipline et à l'hygiène en vigueur sur le site du CEA Le Ripault et, plus généralement, à toutes instructions qui lui sont données par le CEA. Il prend le même engagement en ce qui concerne son personnel et ses sous-traitants éventuels auxquels il est tenu de donner toutes instructions.



## **Agrément**

Le personnel doit être agréé par le CEA. La liste du personnel présenté pour l'agrément doit être établie de telle sorte qu'un nombre suffisant de salariés en soit muni afin que le Titulaire puisse faire face à ses obligations dans le cadre du présent Accord.

Le Titulaire s'engage à retirer sans délai tout salarié qui n'a pas été agréé sans pour autant pouvoir s'en prévaloir pour justifier une quelconque défaillance dans l'exécution de ses prestations.

Le CEA peut s'opposer à l'affectation sur le site d'un ou plusieurs salariés ainsi qu'à leur maintien en fonction sans que sa responsabilité puisse être engagée de ce fait.

## **Encadrement**

Le Titulaire doit obligatoirement affecter aux prestations un responsable de site qui assurera le management de ses ressources humaines, sera responsable de la discipline du personnel, du mode d'exécution des prestations, de la réglementation en vigueur sur le site CEA et, d'une manière générale, de l'application des clauses du Cahier des charges, ainsi qu'un responsable sécurité.

### **12.8 Moyens nécessaires aux travaux**

Le Titulaire fournit et met en œuvre tous les moyens (main d'œuvre, matériel, outillage, etc.) nécessaires à la bonne exécution des Travaux qui lui sont confiés et qui sont exécutés sous son entière responsabilité, selon les règles de l'art et les normes en vigueur applicables.

Le Titulaire fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité le matériel nécessaire à l'exécution de l'Accord conformément aux dispositions de l'article 18.2 des CGA.

Le Titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas les matériels appartenant au CEA qui ne sont pas mis normalement à sa disposition dans le cadre de l'Accord.

Si des matériels appartenant au CEA étaient prêtés au Titulaire, celui-ci les mettrait en œuvre sous sa seule responsabilité.

Le Titulaire fournira l'ensemble des équipements de protection individuelle nécessaires à l'accomplissement des Travaux dans les meilleures conditions.

## **ARTICLE 13 - RECEPTION DES PRESTATIONS ET TRAVAUX**

### **13.1 Opérations Préalables à la Réception**

Le Titulaire avise le CEA de la date prévisible de réception, 10 jours avant cette date par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le CEA procède aux opérations préalables à la réception des ouvrages.

Ces opérations font l'objet d'un procès-verbal dressé par le CEA et signé par lui et par le Titulaire. En cas d'absence du Titulaire à ces opérations, il en est fait mention au procès-verbal qui lui est notifié.

A l'issue des Opérations Préalables à la Réception, le CEA fait connaître au Titulaire s'il propose ou non une visite de réception des ouvrages et, dans l'affirmative, la date qu'il a proposée de retenir.

L'absence de remise d'un DOE provisoire peut constituer un motif de refus de réception.

### 13.2 Réception

Une réception est prévue à la fin des Travaux de chaque tranche, et fait l'objet d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties (cf. annexe 5 au présent marché).

Au vu du procès-verbal des opérations préalables à la réception, et à l'issue de la visite de réception, le CEA prononce la décision concernant la réception qui peut être : réception avec ou sans réserve, ou refus de réception.

La décision ainsi prise est notifiée au Titulaire dans les 10 jours suivant la date du procès-verbal.

**La date de réception de l'Ouvrage (date de signature du procès-verbal de réception) est le point de départ de l'ensemble des garanties.**

Il est fait application du Chapitre 11 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

## **ARTICLE 14 - GARANTIES**

### 14.1 Garantie concernant les études

En cas d'erreur imputable au Titulaire dans ses études d'exécution liées aux travaux, le Titulaire s'engage à corriger l'erreur et/ou reprendre l'étude reconnue défectueuse à ses frais pendant une période d'un (1) an à compter de la réception du présent Accord.

### 14.2 Garantie concernant les travaux

Les garanties prévues au titre du présent Accord sont les garanties légales et les garanties prévues au chapitre 11 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Il est rappelé à ce titre que le délai de garantie de parfait achèvement est d'un an à compter de la date d'effet de la réception, de deux ans pour la garantie de bon fonctionnement et de 10 ans pour la garantie résultant des articles 1792 et suivants du Code Civil.

Pendant ces délais de garantie, tous les frais de fourniture, de main d'œuvre et de déplacement du personnel sont à la charge du Titulaire.

A dater de la notification des désordres par le CEA lors de l'année de parfait achèvement, le Titulaire dispose du délai prévu dans la notification ou à défaut d'un délai de 60 jours calendaires pour y remédier. Passé ce délai, le CEA peut appliquer les pénalités mentionnées à l'article Pénalités ci-après et faire procéder aux travaux par un tiers aux frais et risques du Titulaire.

En cas d'indisponibilité d'éléments d'équipements, la période de garantie de bon fonctionnement est prolongée d'une durée équivalente au temps d'arrêt des éléments d'équipement.

Le personnel du Titulaire chargé des dépannages a libre accès aux installations, sous réserve du respect des clauses d'hygiène et de sécurité décrites dans les conditions générales du CEA et que les opérations n'apportent pas une gêne anormale aux utilisateurs.

**ARTICLE 15 - RESPONSABILITE - ASSURANCES**

Les dispositions relatives à la Responsabilité et aux Assurances sont décrites dans le chapitre 12 « Responsabilité et assurances » des CGA.

**ARTICLE 16 - PENALITES**

Les dispositions relatives aux pénalités applicables et à leur plafonnement sont prévues dans les CGA.

**16.1 Retard d'exécution**

Dans l'éventualité où le Titulaire ne réalise pas les Travaux, ou une des composantes des Travaux, dans les délais fixés à l'article Délais ci-dessus, le CEA dispose de la possibilité d'appliquer, sans autre forme de procédure et notamment sans mise en demeure préalable, des pénalités de retard.

Les pénalités sont calculées sur le montant HT du marché, au taux de 1/1000<sup>ème</sup> par jour calendaire de retard. Ces pénalités de retard ne peuvent pas dépasser 10% du montant total hors taxes du marché.

Les autres modalités d'application de ces pénalités, non détaillées ci-dessus, figurent à l'article 24 des CGA.

**16.2 Non-respect des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité**

Dans l'éventualité où le Titulaire ne respecte pas l'une des règles d'hygiène et de sécurité appliquées par le CEA pour la réalisation de Travaux sur son centre, le CEA dispose de la possibilité d'appliquer, sans autre forme de procédure et notamment sans mise en demeure préalable, des pénalités.

Ces pénalités sont précisées à l'article 17.3 des CGA.

Sont d'ores et déjà considérés comme des faits générateurs :

- absence du Titulaire ou de l'un de ses sous-traitants à l'élaboration du plan de prévention,
- non-respect des règles de ce plan,
- absence de port d'un équipement de protection individuelle.

**16.3 Pénalités pour absence ou retard aux réunions**

Il sera appliqué une pénalité pour absence ou retard du Titulaire aux réunions prévues à l'article 9.6 supra, non justifiés, à raison de :

- en cas de retard : 100 euros par tranche de demi-heure de retard (limité à 3 heures, au-delà, le retard équivaut à une absence).
- en cas d'absence : 500 euros par absence.

**16.4 Application des pénalités**

Les pénalités ci-avant seront applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autre formalité juridique et judiciaire. Les pénalités feront l'objet d'une facture émise par le CEA et envoyée au Titulaire.

#### 16.5 Caractère des pénalités

L'application des pénalités n'interdit pas au CEA de prétendre à être indemnisé par le Titulaire dans l'éventualité d'un préjudice.

### **ARTICLE 17 - CONFLITS D'INTERÊTS**

Les droits de propriété intellectuelle qui pourraient naître à l'occasion de l'exécution du présent Accord sont régis par les dispositions du chapitre 5 des CGA.

En raison de la teneur de la prestation, le Titulaire garantit au CEA n'avoir aucun lien juridique ou contractuel ou financier, de nature à créer une situation de conflit d'intérêts, avec le Titulaire du marchés d'assistance relatif au suivi des travaux.

### **ARTICLE 18 - RESILIATION**

Les dispositions relatives à la résiliation sont décrites au chapitre 13 « Résiliation » des CGA.

### **ARTICLE 19 - PROTECTION DU SECRET**

L'Accord est un accord-cadre **sensible** au sens de la réglementation sur la protection du secret de la défense nationale.

19.1 En application des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le Titulaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution de l'Accord la protection des informations ou supports protégés sensibles qui peuvent être détenus dans tout lieu dans lequel cet Accord est exécuté, en tenant compte des dispositions particulières stipulées dans le Plan Contractuel de Sécurité (PCS), dans la mesure où un PCS est rédigé par le CEA pour l'Accord.

19.2 Le Titulaire reconnaît :

- avoir pris connaissance :
  - des articles L. 2311-1 à L. 2313-1 et R. 2311-1 à R. 2312-2 du code de la défense ;
  - des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;
  - de l'arrêté 9 août 2021 portant approbation de l'Instruction Générale Interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale (ci-après dénommée « IGI 1300 ») ;
  - de l'arrêté du 15 mars 2021 du Ministère des armées portant approbation de l'Instruction Ministérielle n° 900 (ou « IM 900 ») sur la protection du secret et des informations Diffusion Restreinte et sensibles ;
  - de l'Instruction interministérielle n°901/SGDSN/ANSSI du 28 janvier 2015 relative à la protection des systèmes d'information sensibles (ou « II 901 »).
- qu'il n'a pas à avoir accès ou détenir les Informations et/ou Supports Classifiés couverts par le secret de la défense nationale.

19.3 Le Titulaire est informé du caractère sensible de l'Accord et s'engage à assurer la confidentialité des Informations et supports sensibles, et notamment ceux portant la mention « Diffusion Restreinte », auxquels il a accès et/ou qu'il est amené à détenir pour l'exécution de l'Accord.

19.4 Le Titulaire reconnaît avoir fait signer une déclaration individuelle à l'ensemble du personnel appelé sous sa responsabilité à un titre quelconque à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations. Par ce document, le personnel atteste :

- avoir pris connaissance :
  - o des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;
  - o de l'IGI 1300 sur la protection du secret de la défense nationale ;
- du caractère sensible des prestations de l'Accord et de l'obligation qui lui est faite de tenir confidentiels tous les documents ou informations sensibles non couvertes par le secret de la défense nationale qu'il serait amené à connaître ou à détenir ;
- qu'il n'a pas, sous peine de poursuite pénale, à connaître ou détenir des Informations et/ou Supports Classifiés couverts par le secret de la défense et de la sécurité nationale.

Le Titulaire s'engage à ce que seuls les personnels ayant préalablement souscrit la déclaration précitée accèdent au lieu d'exécution des prestations. Le Titulaire s'engage à remettre au CEA la ou les déclarations individuelles mentionnées ci-dessus avant tout accès du personnel concerné au lieu d'exécution des prestations.

Il ne peut être dérogé aux prescriptions ci-dessus, y compris en cas de remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du Titulaire.

19.5 Le Titulaire s'engage à affecter aux prestations de l'Accord à réaliser dans des locaux abritant des éléments couverts par le secret de la défense nationale, des personnels de sa société ayant satisfait à la procédure d'enquête administrative telle que prévue par l'IGI 1300.

Le Titulaire s'engage à ne présenter à ces enquêtes administratives que des personnels qui appartiennent à son entreprise, **sauf autorisation écrite du CEA**.

Le Titulaire procédera au plus tard, trois mois avant chaque date de péremption, aux formalités nécessaires au renouvellement des avis d'enquête administrative.

Le Titulaire s'engage à assurer en permanence les prestations objets du présent Accord avec du personnel ayant fait l'objet d'un avis sans réserve, y compris pendant les périodes de congés.

Le Titulaire s'engage à ce que ses personnels n'accèdent à aucune installation autre que celle concernée par l'Accord.

19.6 Les échanges d'informations sensibles ou de niveau Diffusion Restreinte par messagerie devront impérativement faire l'objet d'un chiffrement par un moyen agréé par l'ANSSI (par exemple l'outil ZoneCentral de la société PRIM'X Technologies ou l'outil ACID).

19.7 En cas de sous-traitance autorisée par le CEA, le Titulaire s'engage à ce que les entreprises sous-traitantes se conforment aux dispositions du présent article.

La sous-traitance de contrats sensibles, au sens de l'article 5.3.2 de l'IGI 1300, est soumise à l'obtention préalable écrite par le Titulaire de l'autorisation du CEA. À cet effet, le Titulaire transmet au CEA l'avis sans réserve d'enquête administrative de la personne morale du sous-traitant (ou, le cas échéant, une attestation d'habilitation en cours de validité de la personne morale du sous-traitant).

- 19.8 Toute violation ou inobservation par le Titulaire ou ses sous-traitants des obligations découlant des paragraphes du présent article, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner la résiliation de plein droit de l'Accord, en totalité ou en partie, sans indemnité pour le Titulaire et sans préjudice des sanctions prévues par le code pénal.

Fait à Bruyères-Le-Châtel, en double exemplaire.

Pour le Titulaire,  
Le

Pour le CEA,  
Le

**ANNEXE N° 1 – BORDEREAU DES PRIX**

*Cette annexe sera disponible lors de la notification de l'accord-cadre.*

**ANNEXE N°2 – TAUX HORAIRES**

*Cette annexe sera disponible lors de la notification de l'accord-cadre.*

**ANNEXE N°3 - MODELE DE PROCES-VERBAL DE RECEPTION**

Commande n° :

Demande d'Achat n° :

Fournisseur :

Objet :

Je soussigné, \_\_\_\_\_, pilote de travaux ou de contrat du CEA Le Ripault, après avoir procédé à l'examen des prestations exécutées par le Titulaire \_\_\_\_\_ au titre de la commande sus-désignée en présence de son représentant, déclare que la recette (cocher la case correspondante) :

| Partielle ou Intermédiaire | Usine | Sur site du CEA Le Ripault | Finale (après installation, formation ou fin de travaux) |
|----------------------------|-------|----------------------------|--|
|                            |       |                            |  |

☐ N'est pas prononcée.

☐ Est prononcée :

☐ Avec réserve(s) :

- Sans incidence sur le paiement inhérent à cette recette. (1)

- Avec suspension de paiement jusqu'au constat de levée de réserve(s). (1)

Le Titulaire et le pilote de travaux ou de contrat du CEA Le Ripault, conviennent que les prestations sous réserves (indiquées en annexe) seront exécutées dans un délai de \_\_\_\_\_ à compter de ce jour.

☐ Sans réserve avec effet à la date du :

Nota : La date de départ de la période de garantie est celle de la réception sans réserve ou du constat de levée de celles-ci.

A \_\_\_\_\_, le

Le Titulaire  
Ripault

Le Maître d'œuvre

Pour le CEA Le

**CONSTAT DE LEVEES DES RESERVES**

Le pilote de travaux ou de contrat du CEA Le Ripault et le Titulaire, ci-dessus désignés, constatent qu'il a été valablement remédié aux malfaçons, omissions et imperfections concernées.

fait à \_\_\_\_\_, le

Le Titulaire  
Ripault

Le Maître d'Oeuvre

Pour le CEA Le

(1) (rayer la mention inutile)



**CONSTATS DES RESERVES**

| Nature des réserves | Prestations à exécuter |
|---------------------|------------------------|
|                     |                        |

Fait à : , Le

Le Titulaire

Pour le CEA le Pilote de travaux ou de contrat